

Ford Blanquefort-Le Maire veut se concentrer sur l'avenir du site

Reuters•25/02/2019 à 19:09

(Actualisé avec déclarations supplémentaires, contexte)

PARIS, 25 février (Reuters) - Bruno Le Maire a fait part lundi de sa volonté de rechercher des solutions pour garantir un avenir au site industriel de Ford [F.N](#) à Blanquefort (Gironde), fustigeant l'attitude "indigne" du constructeur automobile américain, qui a refusé le dernier projet de reprise présenté par le groupe belge Punch Powerglide.

"Nous regrettons que cette offre n'ait pas été acceptée", a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances à l'issue d'une réunion à Bercy avec les représentants du personnel et les élus locaux au sujet du site situé dans la banlieue bordelaise.

"L'attitude qu'a eue Ford (...) est indigne d'un grand groupe industriel", a-t-il ajouté en annonçant la création d'un groupe de travail réunissant Etat, représentants syndicaux et des collectivités locales pour "mettre toute notre énergie pour imaginer l'avenir industriel du site".

Ford [F.N](#) avait confirmé plus tôt dans la journée au personnel de l'usine Ford Aquitaine Industrie (FAI) avoir refusé le dernier projet de reprise présenté par le groupe belge Punch Powerglide.

Le groupe belge, seul candidat à la reprise de cette usine fabriquant des boîtes de vitesse automatiques, avait présenté ce nouveau plan la semaine dernière, après avoir essuyé plusieurs refus de la part du constructeur automobile américain.

Le projet de Punch, susceptible de maintenir environ 400 emplois sur les 850 du site, avait reçu le soutien du gouvernement français ainsi que de la majorité des syndicats.

COMPENSATIONS FINANCIÈRES

Bruno Le Maire avait même évoqué en décembre l'hypothèse d'une nationalisation temporaire pour assurer la transition entre Ford et Punch.

Mais cette solution n'est plus d'actualité, a expliqué le ministre lundi, en soulignant qu'elle "n'avait de sens qu'à partir du moment où l'offre de reprise était acceptée (car) l'Etat n'a pas vocation à fabriquer des boîtes de vitesse".

"Nous allons continuer à nous battre pour obtenir de la part de Ford des compensations (...) financières", que ce soit pour les salariés, pour la dépollution du site ou encore en amenant les fonds nécessaires à la réindustrialisation du territoire, a déclaré Bruno Le Maire.

Un premier plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) avait été refusé par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) le 28 janvier pour des questions de procédure, mais Ford a présenté le 11 février un nouveau plan social dont le sort doit être scellé d'ici au 4 mars.

"On a demandé que le PSE ne soit pas homologué", a déclaré à la presse le délégué CGT Philippe Poutou à l'issue de la réunion à Bercy.

Mais selon l'ex-candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) lors des présidentielles de 2012 et 2017, "l'Etat avoue ne

pas avoir d'argument pour ne pas homologuer le PSE."

"Il y a quelque chose de grotesque dans l'histoire parce que le PSE n'a pas été homologué le 28 janvier mais ce même PSE - à la lettre c'est exactement le même - risque d'être homologué le 4 mars", a-t-il dit en déplorant "l'impuissance de l'Etat" face aux "casseurs d'emplois".

Ford prévoit une fermeture définitive de l'usine fin août.

(Myriam Rivet, édité par Yves Clarisse)